



Montreuil, le 02 Juillet 2015

## **Maîtres de conférences associés : 4 postes de plus pour 2015-2016.**

### **Qu'est-il prévu pour Caen et Bordeaux ?**

Le SNEMG a la confirmation que les nominations des nouveaux Maîtres de conférences associés (MCA) en Médecine Générale passent de 18 à 22 pour l'année universitaire 2015-2016 soit 4 postes de plus que précédemment et 6 postes de plus de ce qui était initialement prévu (contre 18 départs actuellement comptabilisés soit un solde de +4 pour la France entière).

Il a tout de même fallu que le SNEMG sollicite l'ensemble des Départements de médecine générale (DMG) pour envoyer une lettre de protestation aux Ministères de l'Education Nationale et de la Santé en copie au Premier Ministre afin que la situation se débloque. Le SNEMG répète encore une fois qu'il est capital de convenir d'un plan de nomination sur 10 ans pour la filière universitaire de médecine générale pour éviter de se retrouver continuellement dans la même situation année après année.

Le SNEMG rappelle cependant que le Conseil national des universités (CNU) avait classé 35 candidats jugés aptes pour une nomination et que seuls 22 aujourd'hui ont été retenus. Par ailleurs, le SNEMG rappelle le besoin vital de nominations de nouveaux MCA pour les DMG de Caen et Bordeaux compte tenu de leur ratio enseignants/étudiants catastrophiques. Il suffirait que le ministère entérine les nominations des candidats des DMG de Caen et Bordeaux, respectivement classés à la 23<sup>ème</sup> et 24<sup>ème</sup> place pour améliorer un peu la situation des internes et la situation dans ces DMG. Le contexte économique n'est pas un argument recevable dans la mesure où le coût de 2 nominations de MCA ne représente que 2/5<sup>ème</sup> de celui d'un poste Hospitalo-Universitaire.

Le SNEMG demande donc au Secrétariat d'Etat de nommer au moins ces 2 enseignants en supplément pour l'année universitaire 2015-2016 afin de soulager la situation très tendue dans les DMG de Caen et Bordeaux et de viser les conditions minimales pour la formation des futurs médecins généralistes dont le gouvernement dit avoir cruellement besoin pour garantir la viabilité du système de santé français.

Dr Matthieu CALAFIORE, Président

Dr Anas TAHA, Vice-président